

SOMMET POPULAIRE

capitalisme

et

conditions de vie

Présentation de l'Acef

sur le Front

de la Consommation

Acef de Montréal

avril 1980

- I PRESENTATION

- II ANALYSE DE LA CONJONCTURE
 - 1. La consommation
 - 2. L'augmentation de l'indice des prix à la consommation
 - 3. Le crédit à la consommation
 - 4. La hausse des taux d'intérêt
 - 5. La hausse des comptes d'épargne
 - 6. La publicité
 - 7. Synthèse et perspectives

- III LES LUTTES ET LES LOIS
 - 1. Du début du siècle aux années 1960
 - 2. Tableau de l'évolution du front de la consommation
 - 3. Conditions de travail/conditions de vie: une même lutte

- IV PLATEFORME DE TRAVAIL

I: PRESENTATION

Le sommet populaire, organisé par le Conseil Central de Montréal (CSN), se propose comme objectif principal "de réunir toutes les parties du mouvement ouvrier et populaire pour définir des actions conjointes, des actions concrètes qui pourraient être reprises, à la base, par des syndicats locaux, par des régions, par des organisations populaires ou par des fédérations. Parce que c'est à la base que la solidarité peut se construire" (Unité ouvrière, vol.4 no 3, mars 1980, page 12).

L'ACEF de Montréal tient à affirmer son entière solidarité face à cette "rencontre historique" pour le mouvement ouvrier et populaire de Montréal.

Plus concrètement, nous voulons manifester cette solidarité en contribuant, partiellement, à une meilleure compréhension de la conjoncture actuelle dans un domaine qui touche directement tous les travailleurs: celui de la consommation.

Le texte que nous présentons voudrait être la contribution spécifique de l'ACEF de Montréal dans cette démarche de jonction entre le front des conditions de vie et le front des conditions de travail. En ce sens, nous souhaitons qu'il puisse contribuer, effectivement, à enclencher des actions conjointes et concrètes entre le mouvement syndical et le mouvement populaire.

II: PORTRAIT DE LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE DANS LE DOMAINE DE LA CONSOMMATION

Cette première partie du texte voudrait faire ressortir ce qui se passe actuellement au niveau économique dans les secteurs qui touchent directement ou indirectement les consommateurs. Il s'agit surtout d'une mise en place des éléments qui influencent le domaine de la consommation sans prétendre à une analyse complète des effets sur les travailleurs. Cette mise en place voudrait surtout donner le goût à des militants du mouvement ouvrier et populaire d'entreprendre cette analyse par une recherche beaucoup plus approfondie et systématique.

En ce sens, nous pouvons constater,

1. CONSOMMATION

La consommation de masse est, évidemment, le centre névralgique de la production et de la

reproduction du capital. Elle est la source même du profit capitaliste. Pour fonctionner, ce système doit assurer l'augmentation continue de la consommation, mais en période de crise structurelle du capitalisme, comme c'est le cas actuellement, ce système provoque des contradictions qu'il ne peut même pas porter lui-même.

C'est le cas au niveau de la consommation actuellement puisque les enquêtes récentes semblent indiquer une tendance à la baisse dans le domaine de l'achat des biens de consommation. A titre d'exemple plus révélateur : de février 79 à février 80, la vente d'automobile a baissé de 31.8%. La vente de camions a baissé de 36.3%. (1)

En ce qui concerne l'ensemble des appareils ménagers plus importants (ceux qui nécessitent le recours au crédit surtout) cette tendance à la baisse se vérifie aussi quoique de façon moins accentuée (cf: tableau en annexe sur les intentions d'acheter des consommateurs canadiens produit à partir d'une enquête menée par le Conference Board of Canada) (2).

Cette tendance à la baisse dans le domaine de la consommation de masse est une première contradiction que le système capitaliste ne peut pas se permettre de porter longtemps. Il devra rapidement trouver des moyens pour gérer et surmonter cette contradiction. L'expérience nous permet d'affirmer que ces moyens de réaménagement se font toujours sur le dos des travailleurs. En ce sens, nous pouvons craindre le pire pour les années à venir!

2. Augmentation de l'indice des prix à la consommation. Si la consommation subit une telle baisse, c'est qu'en période de crise plus accentuée, le revenu réel des travailleurs baisse constamment: c'est une perte de pouvoir d'achat. Il faut donc parler de l'appauvrissement systématique des travailleurs québécois.

A ce sujet, dans une étude récente menée par l'ACEF (3) le nombre de familles québécoises ayant un revenu inférieur à \$12,000.00 s'élevait à 26.0% tandis que le nombre de personnes seules touchant un revenu inférieur à \$5,000.00 était de 43.3%. Ce qui veut dire qu'une personne sur quatre, au Québec, vit actuellement en dessous du seuil de pauvreté soit 26.6% de la population totale du Québec.

Il importe aussi de noter que cette étude a été réalisée à partir des données de Statistiques-Canada pour l'année 1978. D'un côté, nous pouvons déjà croire que la situation n'a fait que s'aggraver pour l'année 1979 et de l'autre côté, nous devons tenir compte des chiffres très conservateurs de Statistiques-Canada.

Plus largement, le tableau suivant démontre clairement ce que signifie l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (inflation) surtout lorsqu'on compare cette augmentation avec la variation annuelle des salaires. Concrètement, la colonne 4 indique l'évolution à la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs depuis 1976 (4)

PRIX ET SALAIRES (MOYENNE DE L'ANNEE)				
ANNEE	1 IPC (base en 1971)	2 Variation an- nuelle (infla- tion)	3 Variation an- nuelle (sa- laires) *	4 Pouvoir d'a- chat (3-2)
1971	100.0	2.9%	8.5%	+ 5.0%
1972	104.8	4.8%	8.4%	+ 3.6%
1973	112.7	7.5%	7.5%	0.0%
1974	125.0	10.9%	11.0%	+ 0.1%
1975	138.5	10.8%	14.2%	+ 3.4%
1976	148.9	7.5%	12.1%	+ 4.6%
1977	160.8	8.0%	9.7%	+ 1.7%
1978	175.2	9.0%	6.2%	- 2.7%
1979	191.2	9.1%	7.7% **	- 1.4%
1980 ***	210.3	10.0%		

*Variation annuelle des gains hebdomadaires moyens dans l'ensemble des industries

**Estimation à partir des neuf premiers mois de 1979
Statistiques-Canada, cat. 72-002, novembre 1979

***Prévisions du Financial Post du 26 janvier 1980, page 8

Afin de préciser davantage ce que signifie, dans le domaine de la consommation, l'inflation et la perte de pouvoir d'achat pour les travailleurs, les deux tableaux suivants sont très révélateurs. Il s'agit d'un résumé de la parade inflationniste que nous avons subit pendant la décennie que nous venons de terminer.

Les deux tableaux démontrent clairement que les pires augmentations se situent dans le domaine de l'alimentation, réalité qui touche les travailleurs dans leur quotidien le plus immédiat.

Avec ces augmentations effarantes dans le domaine des conditions de vie (alimentation, logement, transport, soins de santé), il n'est pas surprenant d'assister, en même temps, à un accroissement très important du crédit à la consommation.

Inflation parade

The biggest increases...

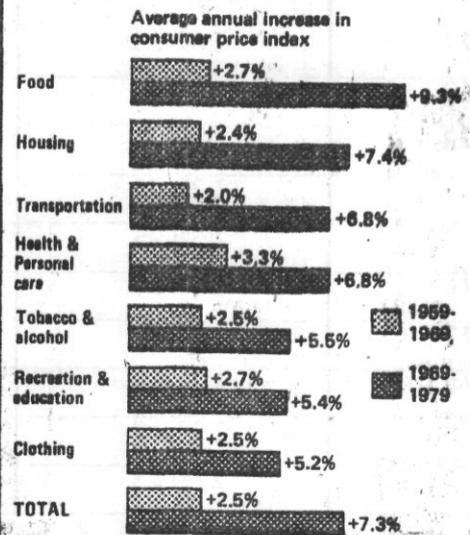
	% change from Dec., 1969 to Dec., 1979
Regular coffee	+382%
Homeowners' insurance premiums	+346%
Raisins	+342%
Instant coffee	+304%
Fuel oil & other liquid fuel	+270%
Honey & syrup	+246%
Sugar	+237%
Powdered skim milk	+232%
Fish	+221%
Ground beef	+220%
Chocolate bars	+212%
Evaporated milk	+209%
Beef rib cuts	+206%
Grapefruit	+205%
Tenants' insurance premiums	+203%

...and the smallest

	% change from Dec., 1969 to Dec., 1979
Women's panty-hose	-3%
Home entertainment equipment	+22%
Oral hygiene products	+29%
Electric ranges	+35%
Vehicle registration fees & drivers' licenses	+38%
Piece goods & notions	+41%
Liquor purchased from liquor stores (excluding wine)	+42%
Tires	+44%
Vacuum cleaners	+45%
Prescribed medicines	+45%
Electric refrigerators	+46%
Rent	+46%
Eggs	+46%
Floor coverings	+49%
Automatic washers	+49%

Source: Statistics Canada

Big foodflation in the 1970s



Source: Statistics Canada

Source: The Financial Post, 2 février 1980 page 8

3. Crédit à la consommation

Le crédit à la consommation, comme nous le verrons dans la deuxième partie de cette étude, s'est développé principalement à partir des années 60 afin de relancer la production et pour maintenir le niveau de consommation des marchandises produites.

Faciliter l'accès au crédit à la consommation, c'est permettre aux travailleurs de se procurer des biens qu'ils ne pourraient jamais se procurer avec leur salaire hebdomadaire. D'une façon certaine, c'est hypothéquer leur salaire.

L'évolution du crédit à la consommation est, encore une fois, très révélatrice de la crise que nous traversons. C'est ce qu'exprime le tableau suivant (5).

EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT PAR LE CREDIT À LA CONSOMMATION AU CANADA - 1972 à 1978

	Population	Crédit à la cons.	Moyenne par habit.
Oct. 72'	21.91 millions	\$14.9 milliards	\$678.16
Oct. 73'	22.2 " "	\$16.9 " "	\$759.17
Oct. 74'	22.57 " "	\$19.8 " "	\$877.55
Oct. 75'	22.92 " "	\$22.7 " "	\$989.26
Oct. 76'	23.1 " "	\$26.6 " "	\$1150.30
Oct. 77'	23.34 " "	\$30.1 " "	\$1287.96
Oct. 78'	23.55 " "	\$34.5 " "	\$1464.92

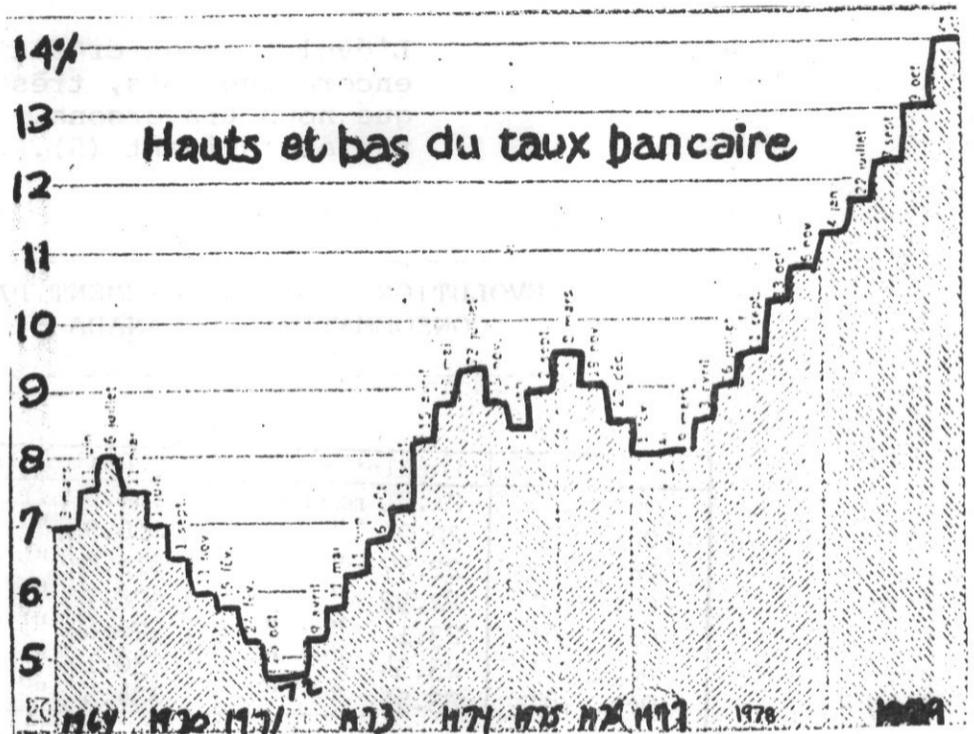
Note: les chiffres pour l'année 1979 ne sont pas disponibles. Statistique-Canada a discontinué la publication du cat. 61-004.

Dans une période de crise comme celle que nous traversons actuellement, le crédit à la consommation contribue simplement à amoindrir, dans l'immédiat, les effets de la récession. Mais, en même temps, il est évident que le crédit à la consommation porte en soi ses propres contradictions et limites. L'économie d'un pays ne peut pas reposer, indéfiniment, sur l'augmentation incontrôlée du crédit à la consommation.

Cette progression du crédit à la consommation débouche, inévitablement, sur un endettement grave et problématique des travailleurs qui doivent, alors, recourir à des solutions comme la faillite personnelle. A ce titre, le nombre de faillites personnelles au Québec était de 4,733 en 1978. En 1979, le nombre est passé à 5,404 soit une augmentation de 14.7% pour cette dernière année seulement (information provenant du bureau du surintendant des faillites).

4. Hausse des taux d'intérêt

Pour faire un tour d'horizon un peu complet de la conjoncture économique dans le domaine de la consommation, il nous faut glisser un mot sur la hausse des taux d'intérêt. Dans une étude présentée par P.W. Lawson et parue dans le Devoir sous le titre La lutte contre l'inflation passe obligatoirement par la hausse des taux d'intérêt, la Banque du Canada proposait, évidemment, sa position et sa façon de vouloir gérer la crise structurelle du capitalisme. Le tableau suivant indique la progression constante du taux d'intérêt depuis 1977 (7).



Il semble bien que cette progression constante du taux d'intérêt soit en train, effectivement, de freiner le recours au crédit pour l'achat de biens de consommation. Cette hausse pourrait expliquer, du moins en bonne partie, la tendance à la baisse dans les intentions d'acheter des consommateurs canadiens que nous mentionnions au début. Chose certaine, c'est que cette hausse cause de sérieux problèmes à tous les petits propriétaires au moment du renouvellement de leur hypothèque et aux travailleurs qui doivent recourir au crédit pour l'achat de biens essentiels (poêle, réfrigérateur, meubles, auto, etc).

L'étude plus systématique des effets de cette hausse est à poursuivre.

5. **Hausse des comptes d'épargne.** Une autre contradiction qui mérite d'être relevée, puisque les banquiers canadiens en parlent bruyamment, est la tendance des Canadiens à épargner davantage. Effectivement, selon les chiffres de l'ABC, le compte d'épargne moyen des Canadiens est passé de \$689.00 en 1968 à \$1,972.00 en 1978 et à \$2,230.00 en novembre 1979 (8).

Nous trouvons important de démystifier quelque peu cette hausse parce qu'elle est, effectivement, très relative lorsqu'on considère, premièrement, la dévaluation du dollar canadien (\$1.00 de 1971 équivaut à \$0.52 en 1979) et, deuxièmement, l'inflation qui gruge systématiquement le pouvoir d'achat des travailleurs. A un autre niveau, cette enquête ne précise pas s'il s'agit seulement du compte d'épargne des travailleurs ou s'il s'agit aussi des comptes d'épargne des capitalistes. Faire cette distinction donnerait probablement une moyenne sensiblement différente!

6. PUBLICITE

Devant les contradictions évidentes que nous venons de relever, il est certain que l'on va tout faire pour relancer la production et, pour y arriver, il faut stimuler la consommation. La publicité a toujours été et sera encore un moyen privilégié pour arriver à cette fin. On estime, pour l'année 1980, une dépense globale de \$3.5 milliards de dépenses pour la publicité au Canada. Il s'agit d'une augmentation de 10.5% par rapport à 1979. (9).

Il nous est impossible, ici, de faire l'inventaire des nouveaux moyens mis de l'avant pour les années 80 par les grandes agences de publicité et de marketing, mais l'importance des budgets accordés à la publicité nous permet d'affirmer que l'agression n'aura pas de limites.

7. Synthèse et perspectives

Cette mise en place des différents éléments qui influencent directement le domaine de la consommation nous oblige à reconnaître une situation complexe et difficile à cerner. Ainsi, les contradictions ne cessent de s'accumuler et les moyens qui seront pris pour les surmonter ne sont pas facilement prévisibles.

Ce que nous pouvons constater actuellement, c'est:

1. une tendance assez nette à la baisse dans le domaine de la consommation (ce qui va à l'encontre même du système capitaliste qui se doit de produire plus pour vendre plus afin d'assurer des profits plus élevés);

2. une augmentation constante du coût de la vie et une baisse progressive du pouvoir d'achat des travailleurs (ce qui conduit inévitablement à une baisse dans la vente de biens de consommation stimulant ainsi la récession économique).
3. une progression remarquable du crédit à la consommation (ce qui entretient l'illusion d'une économie en bonne santé mais qui pousse à l'endettement problématique et à des solutions néfastes pour le système capitaliste).
4. une hausse effarante des taux d'intérêt depuis 1977 (ce qui tend à contrôler le crédit mais qui freine les consommateurs et influence négativement la production).
5. un investissement très important de la part des grandes compagnies dans le domaine de la publicité.

Dans l'état actuel, ces quelques constatations objectives ne prétendent pas fournir une analyse systématique des causes et des effets de ce qui se passe dans le domaine de la consommation. Ce travail est encore à faire et nous souhaitons fortement qu'il se réalise conjointement par le mouvement ouvrier et par le mouvement populaire. Les résultats de ce travail concernent les travailleurs et ils serviront à défendre leurs intérêts tant au niveau des conditions de travail que des conditions de vie.

Aussi, ce travail est urgent parce que la conjoncture nous presse. Dans l'édition du 3 mars de la revue Business Week, les capitalistes américains proposent déjà, pour les Etats-Unis, non seulement le gel des prix et des salaires, mais aussi le gel du crédit (10). Le taux d'inflation, au Canada, n'a pas encore atteint le niveau de celui des Etats-Unis (20%), mais notre dépendance systématique, en matière économique, nous oblige à reconnaître qu'on en subira les effets bientôt.

En ce sens, la plateforme de travail que l'ACEF de Montréal propose voudrait souligner l'importance d'un regroupement entre le mouvement syndical et le mouvement populaire dans le domaine de la recherche au niveau de la conjoncture économique. Ce regroupement au niveau de la recherche permettra une riposte beaucoup plus organisée de la part du mouvement ouvrier et populaire devant les moyens qui seront pris par les capitalistes pour surmonter la crise actuelle.

III: LES LUTTES ET LES LOIS

Nous avons fait, auparavant, le point sur une société dans laquelle nous sommes embarqués jusqu'au cou: la société de consommation de masse.

Il y a des repères historiques à cette situation. Sans les relever tous, nous soulignons, ici, quelque-uns de ces repères qui aident à comprendre le rôle du crédit dans le développement de notre société, de quelle façon il contribue à l'endettement des travailleurs et comment les lois servent plus à gérer un marché que l'Etat cautionne qu'à protéger les consommateurs.

1. Début du siècle aux années 1960

C'est une période d'industrialisation rapide pour le Canada et pour le Québec. C'est une période de grande mobilité pour les populations qui vont des campagnes vers les villes. Pour les capitalistes, c'est une époque de prospérité; pour les Québécois, c'est une transformation des conditions de vie et de travail non adaptées à leur réalité (familles encore nombreuses, économie agricole) et à leurs besoins nouveaux (loyer, alimentation, transport, etc). Sous la prospérité apparente se cache une détérioration des conditions de vie et, déjà, l'endettement. A preuve, les organisations de charité ne suffisent plus et le gouvernement québécois passe la Loi du Dépôt volontaire destinée aux travailleurs dont le salaire minable ne peut pas rencontrer les frais que leur imposent les strictes nécessités de vie pour eux et pour leurs dépendants. Cette loi date de 1903 et est plus communément appelée la "Loi Lacombe".

L'après-guerre: Les industries de guerre, on le dit souvent, ont apporté au pays une expansion économique considérable. Le Québec et le Canada sont atteints par l'urgence, pour le système capitaliste, de trouver des débouchés pour ses produits afin d'augmenter ses profits. C'est ainsi qu'il s'ouvre aux particuliers, de façon large et orchestrée, le crédit à la consommation.

Dans une étude, André Laurin (à l'origine d'un service d'aide au budget familial qui deviendra, par la suite, l'ACEF) mentionne qu'en 1945, les salariés ont augmenté leur dette à la consommation de près de 50 millions (11).

1950-1970: ces années sont marquées par l'alternance entre des périodes de croissance économique (expansion) et des périodes de récession économique (contraction). Il est intéressant d'observer

le taux de croissance du crédit au Québec
au cours de ces années.

TABLEAU 11:
TAUX DE CROISSANCE DU CRÉDIT
(CRÉANCES ACTIVES)
EN PÉRIODES EXPANSIONNISTES ET
CONTRACTIONNISTES, QUÉBEC, 1951-70 (12)

EXPANSION ECONOMIQUE		CONTRACTION ECONOMIQUE	
période de croissance	taux de créances actives	période de croissance	taux de créances actives
1950-53	26.72%	1953-54	13.62%
1955-56	14.28%	1957-60	6.90%
1961-66	13.01%	1967-70	10.73%

Un économiste américain ayant analysé le crédit à la consommation écrivait: "Puisque le crédit à la consommation augmente lorsque les revenus augmentent et diminue lorsque les revenus diminuent, l'accroissement du crédit accélère et prolonge les périodes d'expansion alors que sa diminution accentuée, élargit et prolonge les périodes de dépression." (Les assoiffés du crédit, page 46, publication ACEF).

Effet du crédit sur les travailleurs: Pour le travailleur moyen et le petit salarié, le recours au crédit va, à court terme, augmenter son pouvoir d'achat.

Cependant, le travailleur qui y a recours en temps de récession ne peut pas considérer le crédit tel une "avance de revenu", revenu qu'une période d'expansion viendrait réajuster. Car, c'est connu, le marché du crédit, cela se paye; les consommateurs étant des emprunteurs qui offrent le moins de garanties financières sur le marché, ce sont eux qui doivent payer les intérêts les plus élevés.

En période de croissance (relative) des revenus, le volume du crédit à la consommation s'accélère et pour les couches populaires cela influe sur le niveau d'endettement. Qui, dans ce contexte, bénéficie d'un rattrapage?

Le crédit n'est pas gratuit et les consommateurs doivent en payer le coût sous forme d'intérêts. Or, les bénéfices que les travailleurs en retirent à long terme sont-ils suffisants pour contrebalancer les compressions de budget parfois drastiques que les remboursements imposent et pour compenser la diminution du pouvoir d'achat futur due au coût du crédit? Pour compenser cette diminution du pouvoir d'achat, il faudrait en effet que le revenu des consommateurs s'accroisse dans la même proportion. Or, tel n'est pas le cas, les bénéfices apportés par le crédit sont répartis sur l'ensemble de l'économie et bénéficient autant à ceux qui ne s'endettent pas qu'à ceux qui s'endettent. Dans ces conditions, le recours au crédit bénéficie davantage aux producteurs et aux institutions financières qu'à ceux qui s'endettent. Ne serait-ce pas là, en dernier ressort, une façon d'aller chercher l'argent dans les goussets des consommateurs pour financer l'expansion de l'économie? Qui sont, dans ce cas, les véritables assoiffés du crédit? (13)

TABLEAU DE L'EVOLUTION
DU FRONT DE LA CONSOMMATION

NOTE : Voici quelques dates qui éclairent la situation en matière
de crédit à la consommation, d'endettement, de législations et de luttes.

ETAT - ECONOMIE - LEGISLATIONS

- 1960 : Cette époque est celle du développement fulgurant de la consommation de masse, du crédit à la consommation et bien sûr de l'endettement des travailleurs (Histoire du Mouvement ouvrier, p.147)
- Cette période avait d'ailleurs été amorcée suite à une modification de la Loi des Banques, alors que les Banques à Chartes entrent dans le domaine du crédit à la consommation (Hypothèques, 1954 et cartes de crédit 1958)
- 1961 : Le taux de chômage au Québec atteint un sommet depuis 1950 : 9,3 %
- 1967 : L'indice des prix à la consommation a atteint sa plus forte hausse depuis la guerre de Corée (1950)

LE FRONT DE LA CONSOMMATION

- 1960: Un premier Front commun sur les conditions de vie se forme : réclamer l'assurance-hospitalisation; Il comprend La CSN, la FTQ, L'UCC (maintenant l'UPA) Le Conseil de la Coopération du Québec et la Fédération des Unions de Familles . (1)
- 1962-65: André Laurin de la CSN travaille sur les conditions de vie des travailleurs et met sur pied un service d'aide au budget familial.
- 1965 : Ce service se transforme en organisation autonome, L'Association Coopérative d'Economie Familiale ACEF
- 1967 : L'ACEF aura traité depuis sa création 20,000 cas de travailleurs aux prises avec le crédit, l'endettement et le harcèlement des usuriers .

(1) Pelletier Vaillancourt, Les Politiques Sociales et les travailleurs cahier 1V

1969: La Loi sur le Dépôt Volontaire est modifiée et comporte entre autre la revendication de L'ACEF

70 : Au début de cette période des années 70, le Ministère Fédéral de la Consommation met sur pied un service postal de plaintes des Consommateurs : Code Postal 99

1971 : Le Gouvernement québécois adopte une loi de protection du consommateur (bill 45); cette loi créée par la même occasion, l'Office de Protection du Consommateur

1970-71: Le Ministère des Affaires sociales subventionne une recherche de l'ACEF sur l'endettement .

1971 : Suite à des revendications d'associations de consommateurs et de l'ACEF, la cour des petites créances est créée.

1968 : Le rapport moral de Marcel Pepin, président de la CSN dit :

" C'est dans le domaine de la consommation que l'injustice sociale moderne sévit surtout "

1969 : L'ACEF revendique une modification à la Loi Lacombe (Dépôt Volontaire)

" Un employé ne peut être congédié lorsqu'il a recours à la Loi. Lorsqu'un employé est congédié dans un tel cas, c'est à l'employeur de prouver qu'il est congédié pour une autre raison "

1968-70 : Les ACEF revendiquent un code de protection du consommateur. Dans des mémoires aux gouvernements, on réclame entre autre : la réglementation des taux de crédit, l'abolition du colportage, l'abolition de la vente à tempéramment, une réglementation en matière de contrats etc...

1970 : Création de la Fédération des ACEF

1971-75 : L'ACEF surveille de près l'application de la Loi de Protection du Consommateur; les trous sont énormes. L'ACEF dans plusieurs dossiers de taille (Sondec, le cercle de la Future Ménagère, le Cercle de protection d'incendie) blâme et dénonce l'inaction de l'OPC.

" Depuis l'entrée en vigueur de la loi, il y a 4 ans, l'endettement per capita au Québec a augmenté de plus de 66 % " (p. 44, La Protection du Consommateur, Une grosse balloune (ACEF))

1972-1975 : On subit une augmentation de 43 %
au domaine de l'alimentation

1975 : Le fédéral impose les mesures Trudeau
qui gèlent les salaires et supposément
les prix

1976: Le gouvernement Bourassa tente d'amender
la Loi de protection du Consommateur par
le Bill 7

1977 : Le gouvernement du P Q dépose un avant-projet
de loi (loi 72) pour une loi plus complète
de protection du Consommateur

1974: Le mouvement syndical entreprend la bataille
sur les réouvertures de conventions afin que les
salaires soient indexés au coût de la vie .

1975: Le mouvement ouvrier entreprend la bataille
contre les mesures Trudeau
Il n'y aura cependant pas de jonction avec les
groupes populaires pour que cette bataille se
fasse aussi sur les conditions de vie .

1975: L'ACEF embarque dans " La bataille du lait "
conjointement avec l'WPA; la FACEF s'oppose à
une hausse des prix auprès de la Régie des prix
agricoles.

76: L'ACEF s'abstient et refuse de se prononcer
sur ce projet .

1978 : L'ACEF dépose et défend en commission parlementaire
un mémoire qui comprend ses principales revendications
en matière de protection du consommateur; le gouver-
nement n'en retient que quelques recommandations
techniques.

1978 : Le mouvement des ACEF publie un manifeste: Le droit
de vivre sans s'endetter. L'ACEF se transforme en or-
ganisation de masse et ouvre ses portes aux membres
individuels.

On travaille sur: La publicité, les méthodes de vente
l'usure planifiée des biens et le crédit .

1979-80: La loi de protection du Consommateur
après deux ou trois reports , entrera
en vigueur fin avril 1980

L'OPC fera campagne sur la Loi pour avertir
les commerçants

1980 :

A partir des seuils de pauvreté établis en 71
par la commission Croll (fédérale), on établit
un document sur le budget essentiel pour vivre
et ce pour une famille de deux adultes deux en-
fants : \$ 265.00 / semaine

Ce document servira de départ aux revendications
du Front commun du secteur public en 76-79.

L'ACEF juge la Loi toujours insuffisante:
colportage et vente à tempéramment sont toujours
présents; le crédit est toujours aussi peu contrôlé
(la divulgation des taux de crédits n'entrera pas
en vigueur en même temps que la Loi...)
les ventes au comptant ne sont pas règlementées etc...

L'ACEF publiera un guide d'utilisation de la Loi
à l'intention des consommateurs.

automne 80: Le mouvement des ACEF5 met sur pied une vaste
campagne pour que soient révisées les lois concernant
Le Dépôt Volontaire
La Faillite
Les Saisies

3. Conditions de vie Nous n'avons abordé que les phénomènes directs-conditions de tra-ment liés au développement du crédit à la consommation. travail: une même lutte

D'autres lois (assurance-chômage, aide sociale), d'autres actions des gouvernements contribuent, sous des dehors d'appui, à camoufler, encadrer ou éparpiller la réalité: le système capitaliste exploite la force productrice des travailleurs et en profite doublement en investissant le champ des conditions de vie (logement, alimentation, loisirs, etc).

La politique du revenu minimum garanti est un exemple adéquat à cet effet puisque parmi ses effets, on note qu'il freinera l'évolution du salaire minimum.

Lutter, comme le suggère le gouvernement, dans le seul champ de la consommation en ayant recours, par exemple, à la Loi de protection du consommateur, c'est morceler la réalité et laisser croire qu'un individu isolé est protégé dans cette jungle.

Lutter sur le seul front des conventions collectives, c'est ignorer qu'à l'accroissement du revenu et du pouvoir d'achat le capitalisme répondra par des mécanismes lui garantissant ses profits et son contrôle, entre autre, sur les habitudes et les besoins (réels ou créés) de vie courante.

IV: PLATEFORME DE TRAVAIL.

Le sommet populaire de Montréal organisé par le Conseil central de Montréal (CSN) est une première étape dans la recherche d'une jonction plus étroite entre organisations populaires et organisations syndicales.

Dans l'optique d'un travail en commun voulant rendre plus organique cette jonction nécessaire et importante entre revendications syndicales, sur le front des conditions de travail, et revendications populaires, sur le front des conditions de vie, l'ACFF de Montréal souhaite que l'on tienne compte des quelques pistes d'action suivantes.

1. Au niveau de l'analyse de la conjoncture

L'analyse de la conjoncture économique au niveau de la consommation que nous avons esquissé dans ce texte est révélatrice d'une faiblesse évidente dans la compréhension des complexités qui se trament actuellement. Nous arrivons à identifier des phénomènes

mais l'analyse de ces phénomènes en rapport avec la conjoncture globale nous échappe continuellement. En ce sens, nous proposons:

- a) de favoriser une jonction beaucoup plus systématique entre nos recherches respectives afin de mieux canaliser nos énergies et nos ressources; cette jonction nous apparaît importante pour que l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire puisse bénéficier de cette recherche et de l'analyse des enjeux économiques à venir.
- b) de mettre sur pied un comité de réflexion conjoint (syndicats et groupes populaires) qui se pencherait directement sur la remise en question de la société de consommation afin d'en analyser conjointement les répercussions éventuelles sur les conditions de travail (production) et sur les conditions de vie des travailleurs.

2. Au niveau des luttes et des lois.

Malgré les acquis des revendications syndicales et populaires, le tableau historique présenté dans ce texte est, lui aussi, révélateur d'une faiblesse au niveau des ripostes organisées conjointement par les groupes populaires et les syndicats face aux lois de l'Etat. En ce sens, nous proposons:

- a) que les revendications et les luttes à venir du mouvement ouvrier et populaire se mènent conjointement afin de travailler, dans la pratique, à l'unification constante des deux fronts: conditions de vie et conditions de travail. L'histoire démontre que nous avons du rattrapage à faire à ce niveau.
- b) de faire la promotion de groupes d'étude comme le GRPS (groupe de recherche en politique sociale) qui réunissent des militants de différentes organisations populaires et syndicales; ce regroupement permet une compréhension plus globale des lois votées en rapport avec les conditions de travail et les conditions de vie des travailleurs.

Cette plateforme peut paraître timide, mais nous croyons qu'il s'agit là d'une première démarche importante à faire dans la création d'un front de lutte unifiant les conditions de vie et les conditions de travail. La jonction est importante parce que, effectivement, il s'agit d'une même lutte.

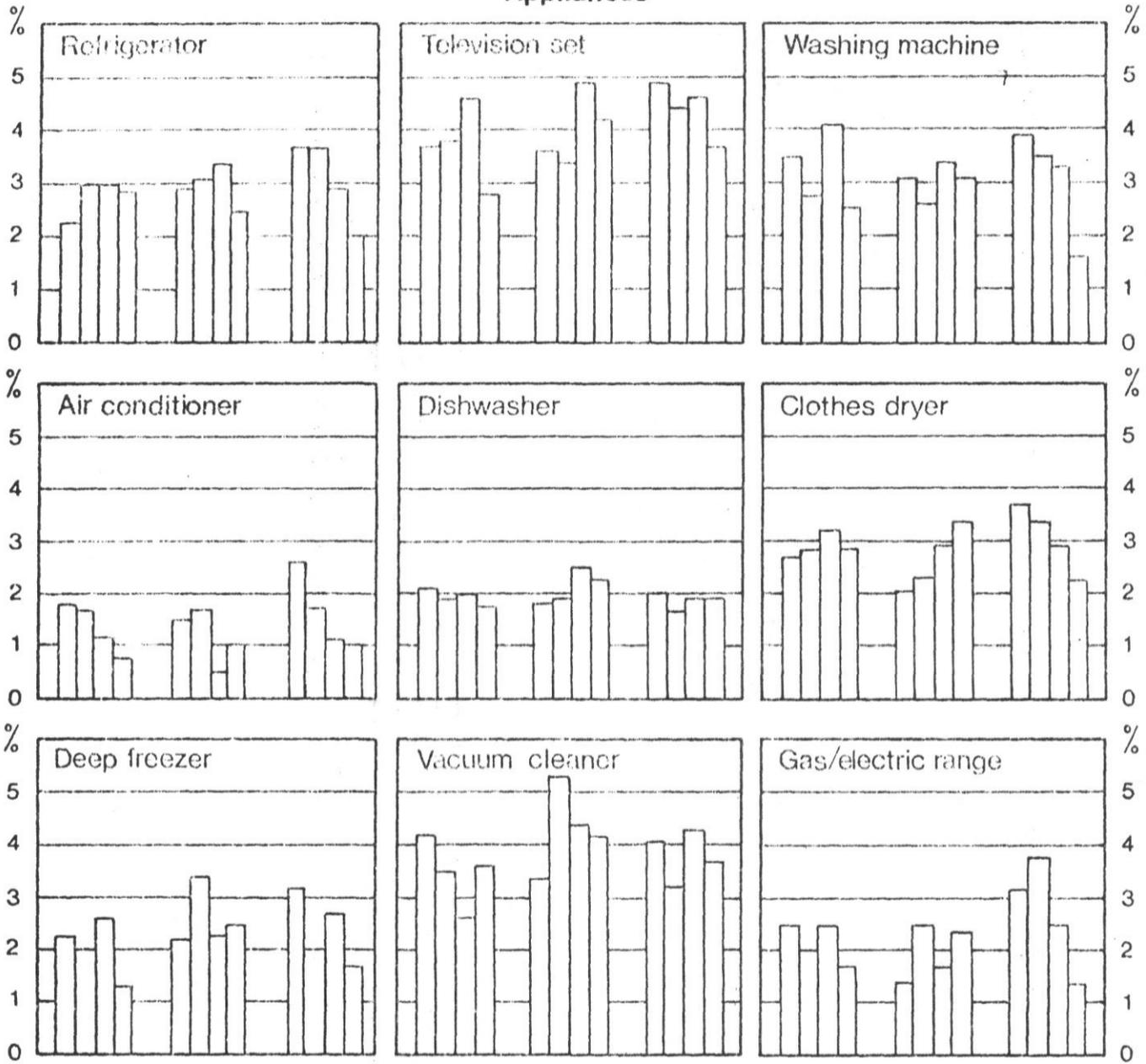
NOTES:

1. The Financial Post, March 8, 1980, p. 8.
2. Survey of Consumer buying intentions, 4th Quarter 1979, publié par The Conference Board in Canada, n. 27.
3. Etude à paraître en septembre 1980
4. Tiré de: # "Appauvrir les travailleurs: pour qui? pourquoi?", texte issu du travail des économistes de la CSN, de la CEQ et de la FTQ en vue d'une prise de position du Front Commun sur la conjoncture économique, janvier 1979.
5. SOURCE: Statistique-Canada, cat. 61-004, novembre 1978. Le crédit à la consommation n'inclue pas le crédit consenti en prêts hypothécaires.
Cité dans: L'endettement: un problème grave pour de nombreuses familles de notre région, texte publié par l'Acef Ste-Thérèse, octobre 1979, p. 4.
Ce document propose une étude beaucoup plus détaillée sur l'utilisation du crédit à la consommation et l'endettement qui en découle.
6. Ibid., p. 21.
7. Le Devoir, Montréal, jeudi 22 novembre 1979, cahier 2.
8. Etude menée par l'Association des Banquiers Canadiens (ABC) et parue dans La Presse du 20 novembre 1979.
10. Cette position de principe est significative dans la mesure où Business Week a toujours été farouchement opposé aux méthodes de contrôle. Cette position est explicitée à l'article: Shock treatment for inflation, p. 96.
9. Information provenant du Financial Post du 15 mars 1980: Special report Focusing on the 80's consumers, page S-1
11. André Laurin, La société nord-américaine, Québec, 1969
12. La FACEF, Les assoiffés du crédit, Montréal, ed. du Jour 1973, page 49
13. Ibid. page 58

Intentions to buy within 6 months

Chart 5 Percentage of households surveyed

Appliances



Other expenditures

